

Gambie/Présidentielle

Barrow sera investi comme prévu jeudi prochain

AFP

Dakar/Sénégal

Affirmation du porte-parole du président élu, accueilli hier au Sénégal.

Le président élu gambien Adama Barrow, auquel le président sortant Yahya Jammeh refuse de céder le pouvoir et accueilli hier au Sénégal voisin, sera investi comme prévu le 19 janvier. "Le mandat de Jammeh se finira le 19 janvier, et, à cette date, commencera le mandat du président élu Barrow (...) Il sera investi et assumera alors sa fonction sans faillir", a affirmé hier son porte-parole, Mai Fatty, présent avec lui dans la capitale sénégalaise.

Le porte-parole s'est ensuite refusé à préciser si l'investiture d'Adama Barrow est prévue à Dakar ou bien dans la capitale gambienne Banjul.

La Gambie est plongée dans une grave crise depuis que M. Jammeh a annoncé le 9 décembre qu'il ne reconnaissait plus les résultats de l'élection présidentielle du 1er décembre, une semaine après avoir pourtant félicité M. Barrow pour sa victoire.

Yahya Jammeh dirige sans partage depuis 1994 ce petit pays anglophone d'Afrique de l'Ouest de moins de deux millions d'habitants, enclavé dans le Sénégal à l'exception de sa façade atlantique. Son mandat expire mercredi prochain.

Samedi, un mini-sommet sur cette crise gambienne s'est tenu dans Bamako en marge du 27ème sommet Afrique-France, réunissant notamment M. Barrow, les dirigeants nigériens Muhammadu Buhari, libériens Ellen Johnson Sirleaf ainsi que l'ex-président ghanéen John Dramani Mahama.

Une source de la présidence sénégalaise a confirmé hier à l'AFP que M. Barrow se trouve dans la capitale sénégalaise Dakar à la suite de consultations avec des responsables de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao, 15 pays), en marge de ce sommet de Bamako.

"M. Barrow est à Dakar depuis dimanche" très tôt, rapporte l'Agence de presse sénégalaise (APS), citant une source officielle. "Le président de la République du Sénégal (Macky Sall) a répondu favorablement à la demande de son homologue



Photo : AFP

Son porte-parole est formel : le président élu gambien Adama Barrow "sera investi (le 19 janvier) et assumera sa fonction sans faillir."

du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf", présidente en exercice de la Cédéao, "en marge du sommet France-Afrique", selon l'agence.

Mme Sirleaf, qui avait fait le déplacement à Bamako en compagnie du président élu de la Gambie, « a demandé au chef de l'Etat sénégalais d'accueillir Adama Barrow jusqu'à son investiture prochaine, ce qu'a accepté Macky Sall "au nom de l'hospitalité sénégalaise" », ajoute l'APS.

DES MILLIERS DE GAM-

BIENS FUIENT LE PAYS

Le climat d'incertitude en Gambie a récemment poussé des milliers de Gambiens à fuir le pays, en particulier vers le Sénégal, et la Guinée-Bissau, plus au sud. Les personnes ayant fui au Sénégal ces deux dernières semaines sont "principalement des enfants", selon le Haut commissariat de l'Onu pour les réfugiés (HCR), qui explique que beaucoup de parents "craignant des troubles potentiels" ont décidé d'évacuer leurs enfants dans ce pays.

Depuis son revirement, M. Jammeh subit de nombreuses pressions extérieures et apparaît de plus en plus isolé. Il a saisi la justice pour faire annuler les résultats de la présidentielle et se dit déterminé à rester président tant qu'elle n'aura pas statué sur ses recours.

Ainsi jeudi, son avocat a déposé à la Cour suprême une nouvelle requête pour empêcher la prestation de serment de M. Barrow prévue jeudi prochain.

Une mission de la Cédéao s'est rendue à deux reprises à Banjul pour convaincre M. Jammeh de céder le pouvoir sans heurts.

L'Union africaine (UA) l'a

sommé de quitter le pouvoir pacifiquement, le menaçant de "graves conséquences" dans le cas contraire et prévenant qu'elle ne le considérerait plus comme légitime à partir de jeudi.

Par ailleurs, de hauts responsables militaires de la Cédéao venant notamment du Sénégal, du Liberia et du Ghana se sont récemment réunis dans la capitale fédérale nigérienne Abuja pour discuter de "l'impasse politique" en Gambie, selon l'état-major nigérian.

Au sommet Afrique-France de Bamako, le ministre ivoirien des Affaires étrangères Marcel Amon Tanoh a rappelé qu'un recours à la force n'était pas exclu.

Vendredi, le représentant de l'Onu en Afrique de l'Ouest, Mohamed Ibn Chambas, avait fait savoir que la Cédéao pourrait demander au Conseil de sécurité de l'Onu le déploiement de troupes en Gambie si M. Jammeh persistait à refuser de quitter le pouvoir.

La Cédéao n'a pas exclu une intervention militaire en dernier recours, même si l'armée nigérienne a récemment nié qu'elle préparait ses troupes à intervenir en Gambie.

RDCongo-Ouganda/Conflit

Des ex-combattants de la rébellion du M23 investissent une localité de l'est

AFP

Kinshasa/RDCongo

PLUSIEURS centaines d'ex-combattants de la rébellion congolaise du Mouvement du 23 mars (M23) ont investi hier une localité dans l'est de la République démocratique du Congo, après trois années d'exil en Ouganda où ils s'étaient réfugiés, ont affirmé les autorités de Kinshasa, des informations démenties par Kampala.

Dans la nuit de samedi à hier, deux colonnes de ces ex-combattants du M23 ont investi Ishasha, dans la pro-

vince du Nord-Kivu (est) à la frontière avec l'Ouganda, a affirmé le gouvernement, précisant que les ex-rebelles étaient au moins deux cent. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a affirmé à l'AFP que les Forces armées de RDC (FARDC) se battaient hier "contre ces personnes venues de l'Ouganda et qui normalement devaient se trouver en Ouganda sous la responsabilité des autorités de ce pays". Le chef militaire du M23, l'ex-général des FARDC, Sultani Makenga, est accusé par Kinshasa d'être à la tête de l'un des deux bataillons qui ont pénétré dans Ishasha (155 km au nord-est de Goma, capitale du Nord-

Kivu). Aucun responsable militaire n'était toutefois disponible pour confirmer d'éventuels affrontements à Ishasha.

"Notre antenne à Ishasha confirme la présence des éléments du M23 dans cette cité (...) où ils contrôlent plusieurs axes (...), mais il n'y a pas encore de combats ou d'affrontements", a rapporté à Omar Kavota, directeur du Centre d'étude pour la promotion de la paix, de la démocratie et les droits de l'homme (Cepadho), basé dans la ville de Beni (est).

Le ministre ougandais des Affaires étrangères, Henry Okello Oryem, a vivement réagi à ces affirmations.

"Le fait que l'Ouganda arme-

rait ou autoriserait les rebelles du M23 à se baser ici (en Ouganda, ndlr) pour déstabiliser la RDC est le fruit de leur imagination. Pourquoi l'Ouganda devrait armer les rebelles du M23?", s'est exclamé le ministre, interrogé par un journaliste de l'AFP dans la capitale ougandaise Kampala.

Le gouvernement de Kinshasa devrait plutôt "se concentrer sur les problèmes de gouvernance dans leur pays", a ajouté le ministre. Dernier mouvement des rébellions à dominante tutsi soutenues par le Rwanda et l'Ouganda dans l'est de la RDC, le M23 avait été défait en novembre 2013 par l'armée congolaise, appuyée

par les Casques bleus de la mission de l'Onu en RDC (Monusco), après dix-huit mois de guérilla au Nord-Kivu.

En décembre 2013 à Nairobi, le M23 et Kinshasa avaient signé des engagements, notamment pour ouvrir la voie au rapatriement de la plupart des combattants de l'ex-rébellion en vue de leur réinsertion dans la vie civile.

Mais depuis, selon Kinshasa, seuls 193 miliciens sur 1 500 ont été rapatriés d'Ouganda et 13 sont volontairement rentrés du Rwanda sur les centaines qui y étaient hébergés.

Syrie/Conflit

L'EI gagne du terrain face au régime à Deir Ezzor

AFP

Beyrouth/Liban

LE groupe Etat islamique (EI) gagnait du terrain hier face aux forces du régime dans la région de Deir Ezzor, une ville de l'est de la Syrie qu'il contrôle déjà en partie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

L'EI poursuit son offensive lancée samedi, la plus importante depuis un an sur cette zone, en dépit d'une importante campagne de frappes

menée par des avions du régime de Bachar al-Assad, a précisé l'OSDH.

Les jihadistes ont notamment avancé en prenant le contrôle de collines surplombant une base aérienne située à la périphérie de Deir Ezzor et tenue par le régime, a indiqué le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

Cette progression a été réalisée "en dépit de plus de 120 frappes aériennes menées par les forces du régime sur les positions jihadistes depuis samedi matin, qui s'ajoutent à

de violents tirs d'artillerie", a-t-il précisé.

Au moins 12 combattants prorégime et 20 jihadistes ont été tués, selon l'OSDH.

Le groupe ultraradical sunnite contrôle la majeure partie de la province de Deir Ezzor et s'est emparé en 2014 de larges secteurs de la ville éponyme. Depuis janvier 2015, il assiège le secteur gouvernemental de la ville, situé dans l'ouest, et où habitent encore 200 000 personnes selon l'Onu.

L'EI "masse ses forces pour percer les lignes gouverne-

mentales", a indiqué à l'AFP une source militaire syrienne, ajoutant que l'objectif des jihadistes, qui mènent notamment des attentats suicide, était de couper la route entre l'aéroport et la ville. Malgré ses défaites depuis 2015, le groupe jihadiste domine l'est de la Syrie, avec Deir Ezzor, la majeure partie de la province de Raqa (nord), et est présent dans les régions d'Alep, Hama, Damas, Homs et dans le sud du pays.

L'EI est exclu de l'accord de trêve entré en vigueur le 30

décembre entre rebelles syriens et régime et parrainé par la Russie et la Turquie, soutien des rebelles. Ce cessez-le-feu doit ouvrir la voie à des négociations entre rebelles et régime prévues le 23 janvier au Kazakhstan pour tenter de trouver une solution au conflit qui a fait plus de 310 000 morts en près de six ans.

En Syrie, le groupe jihadiste est également la cible des opérations de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis et de celle de la Turquie.

L'Afrique en bref

• Burkina Faso/Jihadistes. Hommage à Paris aux victimes de l'attentat de Ouagadougou

Des roses blanches, des étreintes et quelques mots contre la douleur : un an après l'attentat de Ouagadougou, la France a rendu hommage hier aux victimes de cette attaque qui a tué 30 personnes, dont quatre Français.

• Mali/Sécurité. Arrestations de terroristes présumés

De présumés terroristes qui "voulait attaquer le sommet de Bamako" ont été arrêtés dans le nord du Mali, peu avant le sommet Afrique-France de Bamako, a-t-on appris hier de sources sécuritaires maliennes.

• Rwanda/Royauté. L'adieu à Kigeli V

Plusieurs centaines de personnes ont assisté hier à Nyanza, dans le sud du Rwanda, aux funérailles de Kigeli V, dernier roi du pays décédé en octobre en exil aux Etats-Unis. Le corps de Kigeli V avait été rapatrié lundi à Kigali depuis Washington, à l'issue d'une bataille juridique entre des membres de sa famille depuis sa mort le 16 octobre, à l'âge de 80 ans.

A travers le monde

• Bahreïn/Justice. Trois chiites exécutés

Trois chiites, condamnés à mort pour un attentat ayant coûté la vie à des policiers, ont été exécutés hier dans le royaume de Bahreïn, ce qui a ravivé les tensions entre la majorité chiite et la dynastie sunnite au pouvoir.

• France/Diplomatie. Israël/Palestine : mise en garde contre les projets "tranchés" de Trump



Photo : AFP

Plus de 70 pays devaient réitérer solennellement hier leur engagement en faveur de deux États, israélien et palestinien, lors d'une conférence organisée par la France, qui a mis en garde contre le projet du futur président américain Donald Trump visant à reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël.

• Grande-Bretagne/Politique. Brexit : les menaces de Londres

Londres pourrait passer à un autre modèle économique et fiscal pour rester compétitif si le Royaume-Uni n'obtenait pas l'accès qu'il souhaite au marché unique européen, tout en reprenant le contrôle de l'immigration, a indiqué hier le ministre de l'Economie Philip Hammond.